

**EVALUATION
DE LA MENACE
ROKO HARAM**

NIAMEY, 16 JUILLET 2014

EVALUATION DE LA MENACE ROKO

Le groupe de BOKO HARAM a fait son apparition au début des années 2000. Il était initialement connu pour être une petite organisation de la secte sunnite radicale qui prône l'interprétation et l'application stricte de la loi islamique. Ce groupe s'est donné le nom de 'JAMA'AT AHL AS-SUNNAH LIL DA'WA WA-AL JIHAD (JASLW), autrement dit 'Peuple engagé dans la propagation de l'enseignement du Prophète et du Jihad'. Plus connu sous le nom de 'BOKO HARAM', ce groupe a été fondé en 2002 par un certain Mohamed Ali avant d'avoir Mohamed Youssouf comme leader en 2004.

La police avait des accrochages périodiques avec ce groupe particulièrement dans les Etats du Nord-est du Nigeria. Jusqu'à un passé récent, les autorités nigérianes considéraient ce groupe comme une petite organisation dépourvue de capacité de nuisance comparativement au groupe du MEND qui sévit dans la région de Delta du Niger. C'est à partir de 2009 que cette organisation a commencé à réellement attirer sur elle l'attention de la communauté internationale.

I. HISTORIQUE DU GROUPE BOKO HARAM

BOKO HARAM est fondé en 2002 par un dénommé Mohamed Ali, prédicateur radical, à Maiduguri, capital de l'Etat de Borno. Le groupe avait d'abord débuté ses activités dans une mosquée dotée d'une école coranique où les familles pauvres envoyaient leurs enfants. L'organisation se politise et attire alors des jeunes étudiants en rupture de ban à l'université. C'est ainsi que le mouvement connu sous le nom de « Disciples du Prophète » (*Al Sunna WalJamma*), se réclamant également des Talibans afghans fit son apparition. Le 31 décembre 2003, suite à un différend relatif au droit de prêcher survenu dans la localité de Damaturu, capitale de l'Etat de Yobé, un violent affrontement se produit entre la police nigériane et les membres du groupe. Au cours de ces événements, le groupe manifeste son hostilité envers le régime de Umaru Yar'Adua en vandalisant des postes de police ; les membres de ce groupe tuèrent des policiers en s'accaparant de leurs armes et des munitions. Ils occupent alors temporairement la localité de Kanamma, proche de MaïnéSoroa au Niger, entraînant l'exode de la moitié des habitants y compris l'autorité administrative de ladite localité. L'intervention de l'armée nigériane en début d'année 2004 pour reprendre le contrôle de la situation s'est résultée par la mort d'une vingtaine de membres de cette organisation dont le chef du groupe Mohamed Ali.

Les membres ayant échappé à l'armée se retirèrent dans la ville de Maïduguri, capitale de l'Etat de Borno. Ces derniers créèrent dans cette ville une mosquée appelée 'Mosquée Ibn Tammyah' avec comme nouveau leader Mohamed Youssouf. Après le premier accrochage avec l'armée nigériane, le groupe s'est fait oublier et a profité pour répandre ses activités dans les autres Etats du Nigeria à savoir : Bauchi, Yobé, Etat du Niger. Le groupe prit alors la dénomination de 'JAMA'AT AHL AS-SUNNAH LIL DA'WA WA-AL JIHAD (JASLW), autrement dit 'Peuple engagé dans la propagation de l'enseignement du Prophète et du Jihad'. Cette organisation réussit à créer un 'Etat' dans un Etat.

De 2004 à 2009, des heurts souvent violents opposent les militants de ce groupe aux forces de sécurité nigérianes. Le gouvernement nigérian sous-estime le danger et considère la secte comme un groupuscule d'illuminés sans soutien. En 2006, le leader de l'organisation, Mohamed Youssouf fait l'objet d'une enquête pour activités supposées illégales, mais l'instruction est abandonnée. Il est arrêté à plusieurs reprises, notamment en novembre 2008, pour rassemblements illégaux et troubles à l'ordre public, mais relâché sur décision de la cour de justice. Il faut aussi noter qu'à cette période, le gouverneur élu de l'Etat de Borno entretenait le groupe en leur donnant des subsides afin d'éviter que les éléments de Boko Haram sèment des troubles au sein de son Etat.

2009 : Détérioration de la situation sécuritaire

En 2009, un nouveau gouverneur est élu dans l'Etat de Borno. Ce dernier refuse de continuer les pratiques 'd'entretien officieux' du groupe qu'avait initié par son prédécesseur. Au cours du mois de juillet de la même année, les membres du groupe s'accrochent avec la police pendant qu'ils se rendaient en masse à des funérailles, dans un cortège de motos, refusant de porter des casques, alors que les lois de l'Etat l'exigeaient. Suite à ce violent accrochage, plusieurs policiers trouvent la mort et plusieurs autres sont blessés. L'organisation diffuse des images dans lesquelles les membres du groupe font des sermons en menaçant violemment la police et l'Etat. Des séries de violences éclatent après une vague d'attaques simultanées dans quatre Etats du Nord du Nigeria (Bauchi, Borno, Yobé et Kano). Ces actions coordonnées attirent l'attention de la communauté nationale et internationale ; ce qui conduit le gouvernement central du Nigeria à prendre la situation au sérieux. Le gros des combats oppose les troupes gouvernementales aux membres de l'organisation de Maïduguri et dure cinq jours. (L'armée n'est

intervenue qu'au bout du quatrième jour après avoir constaté l'inefficacité de la police ; cette intervention a duré tout au plus une journée). Le 30 juillet 2009, les forces de sécurité nigérianes infligent une sérieuse défaite au groupe de BOKO HARAM et les chassent de la capitale de l'Etat de Borno. Selon des sources concordantes plusieurs centaines de morts ont été enregistrés dans les rangs des militants islamistes. Mohamed Yussuf, capturé par l'armée à Maïduguri, est exécuté par la police. Le 14 août 2009, Sani Umaru, membre de BokoHaram se présentant comme le successeur de Mohamed Youssouf, lance un appel au jihad à travers tout le Nigeria dans une lettre datant du 9 août 2009. Le 26 mars 2010, un porte-parole de l'organisation qui répond au nom de Musa Tanko, informe à travers un communiqué que le groupe se préparait à lancer des attaques contre le gouvernement du Nigeria et ses forces de sécurité dans les régions nord du pays.

En début juillet 2010, AbubakarShekau qui avait été donné pour mort en même temps que Mohamed Yussuf fait son apparition dans une vidéo annonçant être le nouveau leader du groupe tout en réaffirmant sa détermination à poursuivre le combat contre l'influence occidentale.

Etablissement de la connexion formelle entre BOKO HARAM et AQMI

Juste après qu'AbubakarShekau ait pris la direction du groupe, ce dernier entre en contact avec les membres d'Al Qaeda au Maghreb Islamique en leur demandant aide et assistance logistique, et en formation des combattants. Il a surtout demandé leur aide dans le domaine de la fabrication d'explosifs improvisés afin de lancer le jihad dans le Nigeria.

Toute cette période durant, le nouveau leader du groupe AbubakarShekau, se serait caché dans une localité au Nord du Cameroun. Un an plus tard, BOKO HARAM réapparaît avec de nouveaux modes opératoires. Beaucoup de membres de l'organisation infiltrent les villes de la région nord du Nigeria et organisent des assassinats. Cette campagne de harcèlement avait commencé sur les membres des forces de sécurité aux différents points de contrôle dans les Etats de Borno et de Yobé.

Bien que le mode opératoire ait changé avec le temps, leur concept de jihad lui n'a changé en rien. L'objectif du nouveau leader est resté l'idée de créer un 'Etat' dans un Etat, opérant à une petite échelle parallèle au gouvernement fédéral.

BOKO HARAM dans la poursuite de la propagation de la violence

Pour refaire surface avec son nouveau mode d'action, BOKO HARAM a commencé par lancer de manière spectaculaire un assaut sur la prison de Bauchi et réussit à libérer environ 700 prisonniers dont 150 adeptes du groupe. Depuis lors, les actions de cette organisation n'ont fait que s'intensifier en fréquence et en violence. C'est ainsi que, de la fin de l'année 2010 à novembre 2013, des dizaines d'attaques de grande envergure ont été perpétrées par cette organisation occasionnant la mort de centaines d'innocents. Ces modes d'action sont caractérisés par des attaques contre des églises, des opérations de kidnapping, des assassinats ciblés, des actes d'incendies, des attentats à la bombe dans des lieux de culte, des débits de boisson, des bâtiments officiels, des hôtels et même contre les représentations des Organisations Internationales.

Depuis le 14 mai 2013, le gouvernement central du Nigeria a proclamé l'état d'urgence dans trois Etats du Nord-est du pays : Borno, Yobé et Adamawa.

Massacres et exactions

Depuis que l'état d'urgence a été décrété dans le Nord-est du pays, BOKO HARAM s'adonne aux massacres des civils des villages où se sont constituées des milices d'autodéfense, et où il y a les élèves et professeurs d'établissements scolaires et les chrétiens. C'est ainsi que les écoles où sont dispensés les enseignements jugés trop occidentalisés sont particulièrement ciblées par ces radicaux islamistes. A plusieurs reprises, ces derniers attaquent des établissements scolaires, massacrant professeurs et lycéens. Si les lycéennes ne sont pas tuées, elles sont souvent enlevées pour être mariées de force à des djihadistes. Le 11 février 2014, plus vingtjeunes filles ont été enlevées pour subir des mariages forcés, à l'issue des massacres perpétrés par Boko Haram dans une localité appelée Konduga. Le rapt le plus important a eu lieu le 14 avril 2014 à Chibok où 276 lycéennes âgées de 12 à 18 ans sont capturées par les islamistes lors d'un raid dans ladite ville. Dans un récent communiqué diffusé le 5 mai 2014, le leader de BOKO HARAM Abubakar Shekau affirme avoir enlevé ces filles avec l'intention de les vendre sur le marché, au nom d'Allah.

Du mois de juin 2013 à avril 2014, au moins 50 actes d'assassinats et d'exactions ont été commis par le groupe de BOKO HARAM.

Les prises d'otages de ressortissants occidentaux

Le premier enlèvement de ressortissants occidentaux revendiqué par BOKO HARAM a eu lieu le 19 février 2013. Les victimes de cet enlèvement sont les membres d'une même famille française qui se trouvait au parc national de Waza dans le Nord du Cameroun. Ils seront ensuite conduits au Nigeria. BOKO HARAM revendique l'acte. Ces otages seront par la suite libérés le 19 avril 2013, lors d'un échange de prisonniers. 10 à 12 personnes auraient été relâchées en contrepartie. Dans la nuit du 13 au 14 novembre 2013, un prêtre catholique français, Georges Vandenbeusch est kidnappé à Nguetchewé, au nord du Cameroun. BOKO HARAM revendique l'acte quelques jours plus tard avant de le libérer le 31 décembre 2013. Le dernier enlèvement d'occidentaux date de la nuit du 4 au 5 avril 2014, à Tchère, à environ 20 kilomètres de Maroua au Cameroun. Deux prêtres italiens et une religieuse canadienne sont enlevés par des hommes suspectés d'appartenir à BOKO HARAM.

II. OBJECTIF ET L'IDEOLOGIE DE BOKO HARAM

BOKO HARAM est une organisation terroriste qui aspire à devenir une insurrection dont l'objectif est d'établir un gouvernement parallèle dans la partie septentrionale du Nigeria.

Le groupe de BOKO HARAM dont la signification de la dénomination en haoussa veut dire 'l'éducation occidentale est un péché' dénonce la Constitution nigériane qui selon ce groupe est calquée sur les valeurs occidentales. Cette organisation déclare vouloir instaurer la Charia et un Etat islamique sur l'ensemble du Nigeria.

EVALUATION DE LA MENACE ROKO

De son apparition au début des années 2000 à 2014, BokoHaram a connu une métamorphose très significative. Il était d'abord considéré comme une petite organisation de la secte sunnite radicale qui prône l'interprétation et l'application stricte de la loi islamique dans l'Etat de Borno. Les activités de ce groupe perturbaient l'ordre public, ce qui conduisait à des accrochages périodiques avec les forces de l'ordre nigérianes, au cours desquels on enregistre des morts aussi bien parmi les éléments de la police qu'au sein de l'organisation elle-même.

En 2002, ce groupe se faisait appeler '*Al Sunna WalJamma*' (les Disciples du Prophète), ou aussi 'les Talibans'. Il change de dénomination à partir de 2004 et devient 'JAMA'AT AHL AS-SUNNAH LIL DA'WA WA-AL JIHAD (JASLW), autrement dit 'Peuple engagé dans la propagation de l'enseignement du Prophète et du Jihad'. Dirigé à partir de l'année 2004 par un certain Mohamed Youssouf, ce groupe est plus connu sous le nom de 'BOKO HARAM' du fait qu'il rejette l'éducation occidentalisée. L'organisation répand ses activités dans les autres Etats du Nord (Bauchi, Yobé, Niger state) et devient de plus en plus radicale.

En 2009, un accrochage violent oppose les forces de l'ordre à des membres du groupe qui organisaient des manifestations en violation des lois de l'Etat de Borno. Plusieurs policiers sont tués ; on enregistre aussi des morts dans les rangs de l'organisation dont le leader Mohamed Youssouf. Ce dernier est remplacé par un dénommé AbubakarShekau. La situation sécuritaire se détériore à partir de cette époque. Des attaques simultanées sont perpétrées dans les quatre Etats du Nord du Nigeria (Bauchi, Borno, Yobé et Kano). Ces actions coordonnées ont conduit le gouvernement central du Nigeria à prendre la situation très au sérieux au point de déployer l'armée. Une branche dissidente de BokoHaram appelée Ansaru a même vu le jour sous la direction d'un certain Abu Ali. Cette frange de groupe terroriste est elle, plus orientée vers les actions contre les occidentaux et leurs intérêts.

Aujourd'hui BokoHaram avec la capacité de mobilisation des combattants dont il jouit et les moyens de guerre majeurs dont il dispose, a atteint un degré d'utilisation de violence sans précédent. De 2013 à mi-mai 2014, les morts se comptent par milliers, des otages par centaines. Toute la

communauté internationale est mobilisée aux côtés du Nigeria afin de contenir la menace.

I. EVOLUTION DE LA MENACE

Toute l'attention de la communauté internationale est focalisée sur BokoHaram depuis que ce groupe terroriste a organisé au mois d'avril 2014, l'enlèvement de 276 lycéennes âgées de 12 à 18 ans, pour la plupart chrétiennes dans le village de Chibok dans l'Etat de Borno, au nord du Nigeria. Deux mois plus tard, plusieurs de ces filles ont déjà été forcées à se convertir à l'islam et rester en captivité. Un nombre important de ces filles a été vendu aux Moudjahidines de BokoHaram pour qu'elles leur servent d'épouses. Au début du mois de mai 2014, le chef de BokoHaram, Abubakar Shekau avertit que d'autres filles pourraient être vendues comme esclaves si Abuja refusait d'accéder à leur exigence, celle de libérer les membres du groupe détenus dans les prisons. Depuis cet enlèvement spectaculaire des jeunes filles, BokoHaram n'a eu de cesse dans les commissions d'autres enlèvements, des massacres des populations civiles tout en défiant les forces de défense et de sécurité nigérianes dans la partie Nord-est du Nigeria.

L'intervention militaire dirigée par les Français en Janvier 2013 au Mali, n'est pas étrangère à l'évolution fulgurante de la menace BokoHaram au Nigeria. En effet, cette intervention a mis en ébullition l'ensemble des mouvements djihadistes qui opèrent en Afrique sub-saharienne et au Maghreb. Les divergences de points de vue ont été mises de côté afin de se rallier pour aider les djihadistes de l'Azawad en même temps attaquer les intérêts français et occidentaux partout où cela est possible. Des sources indiquent que Mokhtar Bel mokhtar aurait mis en place de manière circonstancielle une Shura ad-hoc pour coordonner les opérations qui incluraient les Chefs de l'AQMI, Ansar Dine, MUJAO, BokoHaram, Ansaru (branche dissidente de BokoHaram). Un chef d'Ansaru appelé Abu Ali al-Nigeri serait un membre éminent de la Shura de Belmokhtar. La Shura aurait également supervisé le flux important d'armes, de munitions et de fonds et assurer leur répartition entre les forces djihadistes de la région. Beaucoup d'armes, y compris les

engins explosifs récupérés par la secte BokoHaram au cours de la moitié de l'année 2013 seraient en provenance de la Libye.

Les attaques importantes survenues le long de la frontière entre le Nigeria et le Niger et le Cameroun entre Mars et mai 2013, auraient été conduites par les groupes Ansaru et BokoHaram afin d'empêcher au gouvernement nigérian d'envoyer des troupes au Mali. Les combattants d'Ansaru auraient participé à plusieurs opérations spectaculaires à l'intérieur du Niger y compris les attaques sur le site minier de la SOMAIR (Arlit) et la prison de Niamey. Les groupes d'Ansaru et BokoHaram auraient établi des bases arrière dans le sud du Niger pour s'en servir comme refuge et pour recruter et former des nouveaux candidats. Depuis le début de l'année 2013, BokoHaram mène également des opérations d'attaque et d'enlèvement des ressortissants occidentaux au Cameroun.

À partir de la seconde moitié de 2013, les mouvements djihadistes nigériens (principalement BokoHaram et Ansaru) auraient cherché à mettre en place une structure de commandement viable. Compte tenu de la taille et de la diversité du nord du Nigeria, le manque de moyens de communications et de transport, et la personnalité des principaux chefs djihadistes, il est très difficile de mettre sur pied une vraie structure organisationnelle. Mais BokoHaram serait en train de tenter de mettre en place un cadre organisationnel pragmatique qui pourrait être fonctionnel dans cette deuxième moitié de l'année 2014.

II. CADRE ORGANISATIONNEL

BokoHaram est dirigé par l'émir Abubakar Shekau. De manière significative, la Shura comprend non seulement les chefs régionaux de BokoHaram, mais aussi des représentants des groupes Ansaru, AQMI, MUJAO et autres. La Shura est la plus haute instance de prise de décision de BokoHaram, et l'émir Shekau ne peut pas lancer de grandes opérations, de formuler des stratégies ou publier des communiqués sans l'approbation de la Shura.

On sait très peu sur les membres de la Shura ou même sa taille qui serait estimée à 6 à 8 membres. Les deux seuls membres connus sont Mamman Nur, qui est l'adjoint de Shekau, et Khalid al-Barnawi de Ansaru. La Shura comprendrait d'autres membres qui sont : Ibrahim TadaNgalyike de Gwoza, membre de l'ancienne organisation "Talibans du Nigeria", Aminu Tashen-Ilmi, et un autre chef de faction connu seulement sous le nom d'Abu Sumayya.

Dans le cadre de la conduite de ses activités, Boko Haram serait représenté dans chaque région et ville. L'organisation disposerait d'un système des émirs locaux qui sont en charge de domaines spécifiques. Les grandes villes et les zones densément peuplées seraient subdivisées en secteurs, dont chacun serait géré de façon assez autonome par un sous-Emir. Les émirs et sous-émirs seraient pris en charge par des commandants en chef qui dirigent les opérations sur un niveau localisé. Chaque commandant serait à son tour assisté par un adjoint. Ces adjoints à leur tour contrôleraient au moins un Mu'askar (lieutenant) qui est le vrai leader et chef des gangs armés violents qui effectuent des raids meurtriers de Boko Haram. Parmi les Mu'askar connus seraient cités : Abdoulmalik Bama, Umar Fulata, Alhaji Mustapha (aka Massa Ibrahim), Abubakar Suleiman Habu, Hassan Jazair, Ali Jalingo, Alhaji Musa Modu, Bashir Aketa, Abba Coroma, Ibrahim Bashir, Abubakar Zakariya et Tukur Ahmed Mohammed. Il y aurait aussi de nouveaux commandants de zones au niveau des Etats de Borno, Yobé et de l'Adamaoua qui ne seraient cependant pas connus.

III. DOCTRINE ET STRATEGIE

La doctrine et la stratégie des mouvements djihadistes nigériens (Boko Haram et Ansaru) ont évolué entre la fin de l'année 2013 et le début 2014. La différence entre la stratégie régionale et celle appliquée en interne demeure jusqu'ici pas nette. La grande nouveauté est la recherche de la déstabilisation de l'Etat nigérian à travers les massacres perpétrés pour non seulement se venger d'avoir été rejeté par la société, mais aussi poursuivre la grande quête de l'établissement d'un Califat Islamique Sahélo-maghrébin qui remplacera les Etats existants. En pratique, cependant, il existe encore la

séparation entre les opérations internes et régionales avec beaucoup plus de chefs terroristes engagés dans des opérations domestiques.

La stratégie interne de la secte BokoHaram est basée sur une combinaison de terreur exercée sur la population à travers le carnage que le groupe sème et un affront à l'égard du gouvernement (à tous les niveaux) avec des actions violentes spectaculaires. BokoHaram se concentre de plus en plus sur l'utilisation des kamikazes et des véhicules piégés contre des cibles de haute valeur dans les grandes villes tout en menant des attaques sur les installations clés dans les zones rurales. Depuis 2012, BokoHaram a également envisagé la conduite des opérations spectaculaires contre les infrastructures pétrolières et routières dans le sud afin de démontrer sa capacité à opérer sur l'étendue du territoire nigérian. Au début de l'année 2014, des informations faisaient état de ce que BokoHaram serait déjà en mesure de mener des attaques dans la partie sud du pays. A la fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014, BokoHaram a formé "des pelotons spéciaux de d'enlèvement" dont l'entraînement aurait été conduit à travers la frontière camerounaise. La mission principale de ces équipesseraient de générer des fonds à travers le paiement des rançons contre la libération des otages occidentaux.

L'aspect le plus horrible des actions de BokoHaram est la série de massacres que conduit le groupe, provoquant ainsi les déplacements des civils innocents, dans les Etats de l'Adamawa, Borno, Yobé. Pour ses opérations internes, BokoHaram déploierait de 500 à 1000 combattants avec quelques milliers de jeunes qui peuvent être recrutés pour une mobilisation violente de courte durée en cas de nécessité. En 2013, au moins 3000 personnes ont été tuées par BokoHaram. Depuis Janvier 2014, au moins 5000 personnes ont été tuées dont plus de 2000 dans le seul Etat de Borno. Le rythme et l'ampleur de meurtre fratricide ont augmenté de manière significative depuis la mi-mai 2014. Les coûts financiers pour l'Etat nigérian et la société nigériane sont inestimables.

IV. AUTRES ASPECTS DE COMPLEXITE LIES A LA MENACE BOKO HARAM AU NIGERIA

L'aspect le plus inquiétant de la montée djihadiste est l'infiltration au plus haut niveau des services de renseignement et de sécurité du Nigeria par l'organisation BokoHaram. La corruption endémique au sein de l'élite nigériane et d'autres facteurs non encore connus ont rendu les choses plus faciles pour les djihadistes. La première fois que la faille de sécurité est apparue au grand jour, c'était au mois de mars 2012, lorsque la tentative de sauver des otages à Sokoto par les forces spéciales britanniques 'Special Boat Service' (SBS) a échoué. Cette mission de sauvetage aurait été trahie au plus haut niveau à Abuja avant même qu'elle commence. Ce qui aurait permis aux djihadistes d'avoir eu le temps de tuer leurs otages et de tendre une embuscade aux SBS pendant qu'ils effectuaient l'approche vers leur objectif.

Il est même avancé que des membres des forces de défense et de sécurité soient soupçonnés de donner aux membres de BokoHaram des armes, des informations sur les stratégies du gouvernement nigérian et de ciblage. D'où la grande difficulté de lutter contre une telle organisation lorsqu'en interne, au sein des institutions, il y a des problèmes politiques, militaires.

Comme on le voit, la crise en cours au Nigeria a des ramifications non seulement au centre des appareils de l'Etat nigérian mais aussi dans plusieurs pays. Le Nigeria produit 2,6% de la consommation annuelle internationale et les réserves énergétiques du Nigeria sont parmi les plus inutilisées et qui auront à être utilisées pour des années à venir. Avec une population avoisinant les 150 millions, le Nigeria est le pays le plus important de l'Afrique subsaharienne et a la plus grande économie. Si aujourd'hui le Nigeria explose, la stabilité de l'Afrique en pâtira inévitablement, à commencer par l'Afrique de l'ouest et aussi l'économie de d'une bonne partie de l'occident prendra un coup certain.

**STRATEGIE POUR
FAIRE FACE A I.A**

Au vu de ses connexions présumées avec plusieurs organisations terroristes, BokoHaram doit être considéré comme une organisation terroriste d'envergure internationale, même si jusqu'à ce jour il n'a posé aucun acte très significatif hors du Nigeria. On peut considérer que les quelques actes d'attaques posés en territoire voisin du Cameroun ne sont qu'un début vers son internalisation.

Aujourd'hui, malgré tous les moyens humains et matériels que déploie le Nigeria, cette organisation réussit à poser des actes terroristes inédits. Depuis le mois d'avril 2014, avec l'enlèvement de 276 jeunes du village de Shibock, il ne se passe pas une semaine, voire chaque jour sans qu'on annonce des actes de massacres ou d'enlèvements perpétrés par ce groupe terroriste. La facilité avec laquelle cette organisation arrive à mettre en œuvre ses plans d'action suppose une capacité de nuisance importante sous-tendue par :

- une idéologie,
- une forte capacité de mobilisation,
- un bénéfice d'une complicité au plus haut niveau,
- un soutien extérieur non négligeable.

Si cette tendance continue, ce groupe avec le temps pourrait déstabiliser le Nigeria. Si le Nigeria est déstabilisé, ce ne sont pas les autres pays africains qui résisteront à cette menace. Si les cas arrivaient, le développement de l'Afrique sera compromis et les intérêts de certains pays occidentaux avec. D'où la nécessité de mobiliser toute la communauté internationale pour contenir la menace.

I. CONCEPT DE LA REPONSE A LA MENACE DE BOKO HARAM

Le combat contre BokoHaram dans l'espace CBLT doit nécessairement passer par la stabilisation de la situation sécuritaire au Nigeria et la mise en place des mesures préventives pour empêcher tout débordement des activités de ce groupe dans cet espace. Pour ce faire, il doit être conçu une stratégie qui

consiste à mettre en place un dispositif de sécurité intérieure permettant d'assurer le contrôle effectif de chacun des pays sous la menace de ce groupe tout en créant les conditions de coopération et de coordination d'actions des forces de défense et de sécurité de tous ces pays.

1. Réponse à la menace au niveau de chaque pays de l'espace

Au niveau de chaque pays, le dispositif de sécurité intérieure visera à :

- Collecter les renseignements, les analyser et évaluer toute menace relative aux activités de ce groupe ;
- Détecter, rechercher, localiser et neutraliser ainsi tout élément terroriste infiltré dans chaque pays ;
- Contrôler les mouvements de personnes suspectes au niveau de des frontières et à l'intérieur de chaque territoire ;
- Créer un cadre étroit d'échange d'informations et de coordination d'actions entre les structures des forces de défense et de sécurité des pays membres de la CBLT.
- Cette stratégie doit inclure, outre ces mesures militaro-sécuritaires citées plus haut, des solutions socio-économiques, politiques, diplomatiques ; les arsenaux juridiques et une campagne de communication efficace doivent être aussimis à contribution dans chaque pays pour faire face à la situation.

2. Stratégie commune de lutte contre BokoHaram dans l'espace CBLT

Pour que les pays de l'espace CBLT puissent efficacement faire face à la menace BokoHaram, les conditions de coopération renforcée, d'une coordination d'actions et d'échange d'information entre toutes les forces de défense et de sécurité de ces pays doivent être créées. Aussi, l'appui et le soutien de la Communauté Internationale pour une mise en œuvre efficace d'une stratégie globale de sécurisation de tout l'espace sont primordiaux.

Cette stratégie d'ensemble peut se traduire en acte à travers :

- L'organisation périodique de rencontres entre les services de renseignement des pays directement concernés par la menace en vue d'échanger les informations et partager leurs expériences; le but final étant de constituer une base de données commune d'informations sur tous les membres importants de cette organisation terroriste, les modes opératoires, les sources logistiques afin de permettre aux forces de défense et de sécurité des pays de la CBLT de les neutraliser. Les moyens techniques des services de renseignement des pays partenaires (UE, France, USA) doivent être mis à contribution pour aider à lutter contre la menace ;
- La mise en place d'un dispositif de coordination d'actions au sein des Etats-majors des pays menacés par ces terroristes ;
- La mise en place de canaux d'échange d'information et de coordination d'actions
- L'organisation des patrouilles coordonnées le long de toutes les zones frontalières et dans le lit du lac où opèrent les membres de Boko Haram afin d'entraver leurs mouvements.
- L'activation effective de la force multinationale de Baga pour empêcher à ce groupe terroriste de transformer le lit du Lac Tchad en sanctuaire.
- La mise en œuvre d'une stratégie de communication commune pour discréditer cette organisation dans l'espace CBLT, voire au-delà;
- L'uniformisation des arsenaux juridiques des pays pour ne pas permettre à ces terroristes de se frayer des espaces d'impunité.
- L'implication ferme des autorités politiques et de toute la diplomatie des pays engagés, pour ne donner aucune chance à cette menace de s'internationaliser.

II. LES DOMAINES CLES QUI CONDITIONNENT LE SUCCES DUNE STRATEGIE COMMUNE CONTRE BOKO HARAM

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie commune des pays membres de la CBLT pour lutter efficacement contre BokoHaram, des

structures de coordination d'actions doivent être activées et joueront les rôles primordiaux dans les domaines suivants :

1. Le domaine de renseignement

Le sommet des Chefs d'Etat tenu le 17 mai 2014 à Paris (France), a retenu à travers l'une de ses recommandations, la mise en place d'une Unité régionale de Fusion de Renseignement (RIFU) dont le siège sera à Abuja et qui sera animée par des officiers de renseignement des cinq pays membres de la CBLT.

Cette unité a pour mission de promouvoir et coordonner l'échange de renseignement dans le cadre de la lutte contre BokoHaram et de toute autre forme de terrorisme et menace transfrontalière. Cette unité doit recevoir, centraliser, évaluer, analyser, et diffuser du renseignement pour action aux unités en charge de la lutte contre le terrorisme et le crime transfrontalier. L'unité est constituée des membres des services de renseignement des parties avec l'aide et l'assistance des partenaires stratégiques qui appuieront l'unité en lui fournissant des renseignements et un soutien technique.

2. Le domaine opérationnel

Conformément aux conclusions de la réunion des Ministres de la Défense des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad du 18 mars 2014, à Yaoundé (Cameroun), il est mis en place une force appelée la « Force Multinationale pour la sécurité dans le bassin du lac Tchad dont le mandat est d'assurer la paix et la sécurité dans le bassin du lac Tchad afin de garantir la libre circulation des personnes et des biens et le développement économique et social ».

La force multinationale disposera d'un commandement unique d'une durée d'un an renouvelable une fois. La durée des opérations pour la troupe dont la taille de la formation est d'un bataillon dont l'effectif est de sept cents (700) militaires sera de six (06) mois.

L'action de la force sera sous l'autorité politique de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement et sous la gestion stratégique du Secrétariat Exécutif de la CBLT en collaboration avec le comité des Chefs d'état major.

Tous les pays membres de la CBLT doivent contribuer à fournir le renseignement à l'Unité régionale de Fusion de Renseignement (RIFU).

En outre, des opérations ponctuelles et circonscrites peuvent être menées au niveau bilatéral à travers lesquelles des partages de renseignement et expertise peuvent s'effectuer. Ces opérations en bilatéral doivent également être une opportunité pour mutualiser les efforts au niveau des frontières de manière directe.

En conclusion, on relève qu'au vu de la situation en cours au Nigéria, BokoHaram est réellement devenu très violent au point où les grandes puissances et la communauté internationale se mobilisent pour aider le Nigéria à stabiliser la situation. Au regard de ses ramifications actuelles, ce groupe évolue très probablement vers son internationalisation ; d'où la nécessité de mettre en œuvre une stratégie commune pour aider le Nigeria à combattre la menace et prévenir tout débordement des activités de ce groupe dans les pays de l'espace CBLT et ailleurs. Ce combat contre BokoHaram ne peut être efficace que lorsque cette stratégie à mettre en œuvre permet d'atténuer la tendance générale à la radicalisation. Pour cela, il est nécessaire pour le Nigeria et les pays de l'espace CBLT de s'orienter vers une approche durable qui cible tous les facteurs qui favorisent la radicalisation à savoir :

- Le règlement des griefs socioéconomiques ;
- La lutte contre l'idéologie extrémiste ;
- La réhabilitation des membres radicalisés des groupes islamistes violents ;
- L'utilisation mesurée de la force tout en développant les capacités de collecte de renseignement.

La mise en œuvre de cette stratégie commune doit prendre en compte tous les éléments qui peuvent contribuer à affaiblir ce groupe terroriste et organisations affiliées. Parmi ces éléments importants on peut retenir entre autres :

- Le contrôle effectif des routes susceptibles d'être utilisées par BokoHaram en veillant à ficher tous les éléments suspects interpellés ;
- Le blocage de toutes les sources logistiques éventuelles ;
- Le contrôle des zones qui peuvent servir de potentiels sanctuaires (Lac Tchad) ;
- La détection, la localisation et la neutralisation de toutes les complicités et les soutiens au sein des populations locales ;
- La mise à profit des médias locaux, nationaux et internationaux, les leaders religieux pour annihiler toute tentative de propager l'idéologie prônée par BokoHaram et groupes connexes en les discréditant à travers une campagne de sensibilisation ;
- La fourniture de tous efforts afin d'isoler de la population les potentiels membres de ce groupe en apportant tous les besoins de première nécessité et la sécurité aux populations.